

Investissement direct étranger, 2017

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le mercredi 25 avril 2018

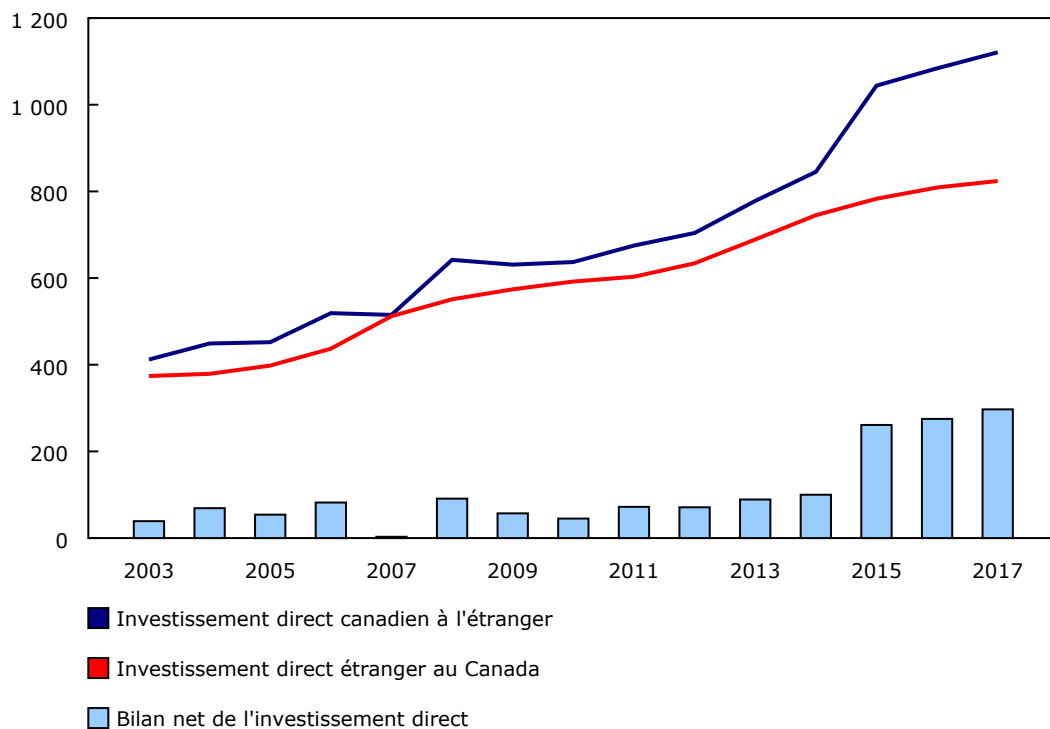
Le stock des investissements directs canadiens à l'étranger a augmenté de 3,4 % pour s'établir à 1 121,1 milliards de dollars en 2017, la hausse de l'activité d'investissement en Europe et en Amérique du Nord ayant été partiellement neutralisée par l'effet de réévaluation à la baisse lié à l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Le stock des investissements directs étrangers au Canada a progressé de 1,9 % pour se chiffrer à 824,0 milliards de dollars, principalement en raison des fonds investis par les investisseurs directs étrangers dans les sociétés affiliées existantes.

Par conséquent, le bilan net des investissements directs du Canada avec le reste du monde a crû de 22,1 milliards de dollars en 2017 pour s'établir à 297,1 milliards de dollars. Au cours des 10 années précédentes, le stock des investissements directs canadiens à l'étranger s'est accru de 117,6 %, soit près du double du taux de croissance des investissements directs étrangers au Canada.

Graphique 1 Position d'investissement direct étranger du Canada

milliards de dollars



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0051.

Hausse des investissements directs canadiens en Europe et en Amérique du Nord

La hausse de la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger en 2017 s'explique surtout par l'accroissement du bilan des investissements en Europe (+7,7 %) et en Amérique du Nord (+1,9 %). L'augmentation du bilan des investissements en Europe est en partie attribuable à l'effet de réévaluation à la



hausse lié à la dépréciation du dollar canadien par rapport à l'euro (-6,2 %) et à la livre sterling (-2,4 %). En Amérique du Nord, l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain (+6,6 %) a effacé une partie de la croissance des investissements dans cette région.

Le stock des investissements directs canadiens aux États-Unis a continué d'augmenter en 2017 pour se chiffrer à 504,8 milliards de dollars (+4,9 %). Les États-Unis ont vu leur part de l'ensemble des investissements directs canadiens à l'étranger augmenter pour atteindre 45,0 % à la fin de 2017. Il s'agit de la proportion la plus élevée depuis 2008, bien qu'elle demeure nettement en deçà des sommets enregistrés au début des années 1990.

En Europe, après une légère baisse en 2016, le stock des investissements directs canadiens a crû de 7,7 % pour s'établir à 288,4 milliards de dollars. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des investissements au Royaume-Uni, au Luxembourg et aux Pays-Bas. Le stock des investissements directs canadiens a aussi augmenté dans la région de l'Asie et de l'Océanie (+4,9 %) et dans celle de l'Afrique (+3,7 %). L'Amérique du Sud a été la seule région à connaître une diminution du stock des investissements directs canadiens (-1,0 %).

Les investissements directs étrangers au Canada augmentent par suite d'une hausse des avoirs de l'Amérique du Nord et de la région de l'Asie et de l'Océanie

L'accroissement du stock des investissements directs étrangers au Canada en 2017 découle d'une hausse des investissements provenant de l'Amérique du Nord (+4,6 %) et de la région de l'Asie et de l'Océanie (+6,5 %).

Ce sont les États-Unis qui ont le plus contribué à la croissance des avoirs de l'Amérique du Nord, qui ont augmenté de 4,2 % pour se chiffrer à 404,5 milliards de dollars. La Chine a été à l'origine de la majeure partie de l'augmentation des avoirs de la région de l'Asie et de l'Océanie, ses avoirs s'étant accrus de 7,5 % pour s'établir à 16,4 milliards de dollars. Parallèlement, les avoirs de l'Europe ont diminué de 2,6 % pour se situer à 288,9 milliards de dollars. Les reculs des avoirs des Pays-Bas (-5,4 %) et de la Suisse (-8,8 %) ont éclipsé la hausse des avoirs du Royaume-Uni (+7,3 %).

Sur le plan des instruments, la position d'investissement direct étranger au Canada sous forme d'actions s'est accrue de 3,6 % pour atteindre 684,9 milliards de dollars en 2017, tandis que celle en instruments d'emprunt a diminué de 5,9 % pour s'établir à 139,1 milliards de dollars. Les actions représentaient 83,1 % du stock des investissements directs étrangers au Canada, comparativement à 93,2 % du stock des investissements directs canadiens à l'étranger.

La croissance des investissements directs canadiens à l'étranger est concentrée dans l'industrie du transport et de l'entreposage

Du point de vue des industries, les investissements directs canadiens à l'étranger dans l'industrie du transport et de l'entreposage ont crû de 43,6 % en raison de la forte activité liée aux fusions et aux acquisitions aux États-Unis.

D'autres augmentations importantes du stock des investissements canadiens à l'étranger en 2017 ont été observées dans l'industrie de la finance et des assurances (+3,0 %) et dans celle de la gestion de sociétés et d'entreprises (+5,1 %). Ces hausses ont été partiellement annulées par des baisses enregistrées dans les industries de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz (-5,2 %) et de la fabrication (-4,1 %).

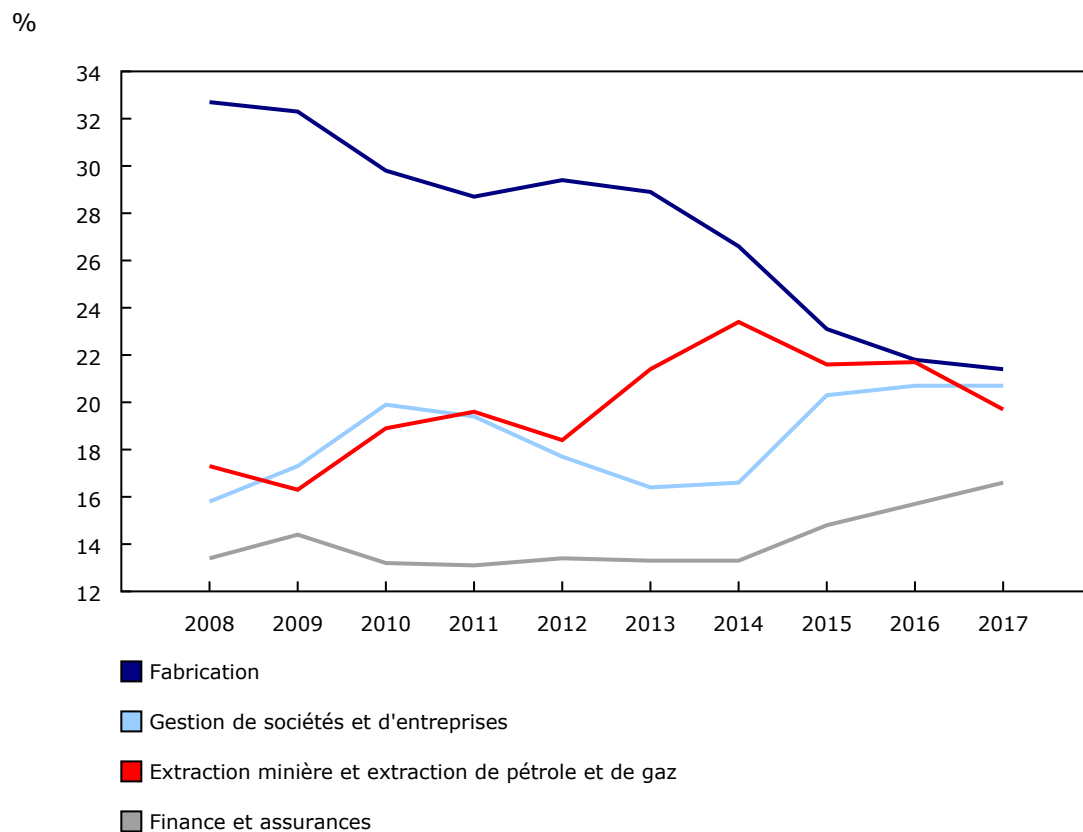
L'industrie de la finance et des assurances est demeurée la principale destination des investissements directs canadiens à l'étranger, représentant 35,3 % des avoirs totaux à la fin de 2017, soit moins que le sommet de 39,6 % atteint en 2012.

Les investissements directs étrangers au Canada augmentent le plus dans les industries de commerce de gros et de la finance et des assurances et diminuent le plus dans l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz

La croissance de la valeur des investissements directs étrangers au Canada en 2017 était concentrée dans l'industrie du commerce de gros, où ils ont augmenté de 8,6 % pour atteindre 74,7 milliards de dollars. Venaient au deuxième rang les investissements directs étrangers dans l'industrie de la finance et des assurances, qui se sont chiffrés à 137,0 milliards de dollars, en hausse de 8,0 %. Le stock des investissements dans l'industrie de l'extraction de pétrole et de gaz a régressé de 7,4 % pour s'établir à 162,2 milliards de dollars, les investisseurs directs étrangers ayant revendu une partie de leurs avoirs à des investisseurs canadiens. Les investissements directs étrangers dans l'industrie de la fabrication ont reculé de 0,3 %, principalement sous l'effet d'une réduction de 15,8 % dans la fabrication de produits du pétrole et du charbon. Malgré ce repli, l'industrie de la fabrication est demeurée la principale industrie en ce qui a trait aux investissements directs étrangers au Canada, représentant 21,4 % de ces investissements à la fin de 2017.

Bien que l'industrie de la fabrication demeure la plus importante destination des investissements directs étrangers au Canada, elle n'a pas maintenu le rythme de ces investissements au cours des 10 dernières années, sa part de l'ensemble des investissements ayant nettement diminué par rapport à celle de 32,7 % qu'elle représentait en 2008. Au cours de la même période, les parts que représentent l'industrie de la gestion de sociétés et d'entreprises, celle de la finance et des assurances et celle de l'extraction minière et de l'extraction de pétrole et de gaz ont toutes augmenté. En ce qui concerne l'industrie de la gestion de sociétés et d'entreprises, certaines de ces sociétés peuvent également avoir des opérations liées à d'autres industries telles la fabrication ainsi que l'extraction minière, de pétrole et de gaz.

Graphique 2 Part de l'investissement direct étranger au Canada, pour certaines industries



Source(s) : Tableau CANSIM [376-0052](#).

Investissements directs étrangers selon l'investisseur ultime, 2016

La mesure des investissements directs étrangers au Canada sur la base de l'investisseur ultime, qui consiste à aller au-delà du pays de l'investisseur direct immédiat pour montrer le pays qui exerce le contrôle ultime sur l'investissement au Canada, peut entraîner d'importants changements dans la répartition du bilan des investissements au Canada par pays.

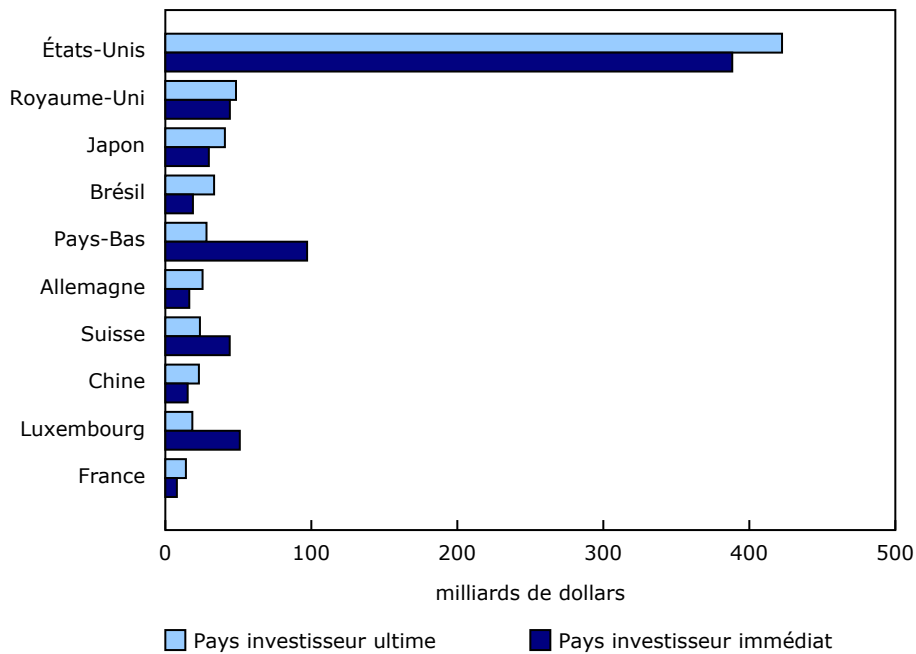
La meilleure façon d'illustrer cette façon de procéder est de donner un exemple. Supposons qu'une entreprise américaine souhaite acquérir une société minière canadienne pour la somme de 1 milliard de dollars. L'entreprise américaine possède une société de portefeuille aux Pays-Bas et décide d'acheminer les 1 milliard de dollars par la société de portefeuille. Le pays investisseur immédiat est les Pays-Bas, tandis que le pays investisseur ultime est les États-Unis.

La part de l'investissement global des États-Unis, qui sont déjà le principal investisseur direct au Canada sur la base de l'investisseur immédiat, devient encore plus grande lorsque les données sont présentées sur la base de l'investisseur ultime. Le stock des investissements directs au Canada détenus par les investisseurs américains en 2016 (la plus récente année pour laquelle des renseignements sont disponibles sur la base de l'investisseur ultime) passe de 388,3 milliards de dollars sur la base de l'investisseur immédiat à 422,4 milliards de dollars sur la base de l'investisseur ultime, ce qui représente une différence de 8,8 %. Les États-Unis étaient à l'origine de 52,2 % du total des investissements directs étrangers au Canada sur la base de l'investisseur ultime en 2016, comparativement à 48,0 % sur la base de l'investisseur immédiat.

Parmi les autres pays qui voient leur part des investissements croître de façon importante lorsque ceux-ci sont mesurés sur la base de l'investisseur ultime figurent le Royaume-Uni, le Brésil, la Chine et le Japon. Par contre, la mesure des investissements directs étrangers sur la base de l'investisseur ultime fait en sorte qu'une importante proportion des investissements directs provenant de pays comme le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse soient réattribués à d'autres pays. Lorsque les investissements sont mesurés sur la base de l'investisseur ultime, on observe une réduction de 33,4 % du stock des investissements directs détenus par des investisseurs européens, ce qui indique que les investisseurs d'autres parties du monde font souvent transiter leurs investissements au Canada par des pays européens.

On constate également que, lorsque les investissements directs étrangers sont mesurés sur la base de l'investisseur ultime, une très faible proportion de ces investissements proviennent en fin de compte de sources canadiennes (ce qu'on appelle des « opérations circulaires »). En 2016, la valeur de ces « opérations circulaires » s'élevait à 8,6 milliards de dollars, ce qui correspondait à environ 1 % du total des investissements directs étrangers au Canada. Dans d'autres pays comme les États-Unis, l'Allemagne et la France pour lesquels des renseignements sont disponibles sur la base de l'investisseur ultime, les opérations circulaires représentent généralement une proportion plus importante de l'ensemble des investissements.

Graphique 3
Investissements directs étrangers au Canada selon l'investisseur immédiat et ultime, 2016



Source(s) : Tableau CANSIM 376-0251.

Note aux lecteurs

Les données détaillées sur les investissements directs étrangers à la valeur comptable par pays et par industrie, tirées de l'enquête annuelle, sont diffusées chaque année dans le présent communiqué. Ces renseignements détaillés ne sont pas offerts au moment de la diffusion trimestrielle du bilan des investissements internationaux. Toutefois, les données agrégées des bilans des investissements directs, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont accessibles dans la diffusion trimestrielle du bilan des investissements internationaux. Les données agrégées actuelles à la valeur comptable, de même que les données agrégées révisées à la valeur marchande, seront intégrées au bilan des investissements internationaux au moment de la diffusion du troisième trimestre de 2018 en décembre, conformément à la politique de révision du Système canadien des comptes macroéconomiques.

L'**investissement direct** est une composante du bilan des investissements internationaux qui représente l'investissement d'une entité dans un pays (un investisseur direct) obtenant une participation durable dans une entité d'un autre pays (une entreprise d'investissement direct). La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise d'investissement direct ainsi qu'une influence importante de l'investisseur direct dans la gestion de l'entreprise d'investissement direct.

Dans la pratique, on juge qu'il y a investissement direct lorsqu'un investisseur direct détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise d'investissement direct. Dans le présent communiqué, l'investissement direct représente le bilan cumulé de fin d'année, mesuré comme la valeur totale des actions et la valeur nette des instruments d'emprunt entre les investisseurs directs et leurs entreprises d'investissements directs.

Investissement direct étranger par pays et par industrie

Suivant les normes internationales, la mesure principale de l'investissement direct est basée sur le pays de résidence de l'investisseur direct (la société mère immédiate) pour l'investissement direct étranger au Canada, et sur le pays de résidence de l'entreprise d'investissement direct (la société affiliée immédiate) pour l'investissement canadien direct à l'étranger. Cela signifie que l'investissement direct est en grande partie attribué au premier pays de l'investisseur ou de la société bénéficiaire de l'investissement, plutôt qu'au pays de l'investisseur final ou de la société bénéficiaire finale. Les données sur les investissements directs selon la base de l'investisseur immédiat sont disponibles dans les tableaux CANSIM 376-0051 et 376-0052.

Investissements directs étrangers au Canada selon l'investisseur ultime

Une nouvelle série supplémentaire sur les investissements directs étrangers au Canada selon l'investisseur ultime est maintenant disponible dans le tableau CANSIM 376-0251. Cette nouvelle série diffère de la présentation standard des investissements directs étrangers, qui est fonction du pays de résidence de l'investisseur direct immédiat, du fait qu'elle montre le pays de l'investisseur qui exerce le contrôle ultime sur l'investissement au Canada. Parce que les investissements directs étrangers au Canada peuvent transiter par des sociétés de portefeuille ou d'autres entités juridiques situées dans des pays intermédiaires avant d'aboutir au Canada, la mesure des investissements directs étrangers sur la base de l'investisseur ultime peut entraîner d'importantes modifications de la répartition du bilan des investissements au Canada selon le pays, comparativement à la mesure des investissements directs étrangers sur la base de l'investisseur immédiat. La nouvelle série portera initialement sur les années de référence 2014 à 2016, et d'autres années seront ajoutées aux diffusions subséquentes.

Évaluation monétaire

On convertit en dollars canadiens la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger libellée en devises étrangères à la fin de chaque période de calcul du bilan de fin d'année. Si le dollar canadien se déprécie, la réévaluation des investissements directs à l'étranger en dollars canadiens dégage une valeur plus grande. Le contraire se vérifie si le dollar canadien s'apprécie. Les investissements directs étrangers au Canada sont enregistrés directement en dollars canadiens, et les variations du dollar canadien n'ont aucune incidence sur les valeurs enregistrées.

Qualité des données

En général, les données pour les petits pays et les petites industries (définis comme les pays ayant une valeur d'investissement direct inférieure à 500 millions de dollars ou les industries à trois chiffres du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord) sont sujettes à une plus grande variabilité d'échantillonnage.

Tableau 1
Positions d'investissement direct étranger en fin d'année

	2013	2014	2015	2016	2017 ^P
	milliards de dollars				
Investissement direct canadien à l'étranger	778,4	845,2	1 043,8	1 083,7	1 121,1
États-Unis	307,0	346,5	448,3	481,4	504,8
Royaume-Uni	66,3	75,8	92,5	94,7	102,6
Luxembourg	43,6	55,4	71,4	74,5	76,9
Barbades	67,7	55,8	59,7	56,8	48,9
Îles Caïmanes	34,6	36,9	39,9	42,8	43,1
Bermudes	16,4	31,9	43,4	42,2	40,2
Pays-Bas	17,3	20,4	31,5	29,4	32,6
Australie	19,6	22,0	25,8	27,6	27,8
Bahames	23,1	18,9	19,6	24,7	24,5
Chili	18,2	18,8	15,7	16,2	17,1
Mexique	13,1	13,8	16,8	14,9	15,1
Allemagne	3,7	9,2	10,6	12,1	12,3
Brésil	16,4	14,0	11,9	12,5	11,6
Pérou	8,8	11,8	13,4	11,2	11,1
Chine	6,1	8,0	10,3	10,3	10,7
Tous les autres pays	116,5	106,0	133,1	132,4	141,8
Investissement direct étranger au Canada	688,9	744,7	782,9	808,7	824,0
États-Unis	334,8	351,8	369,5	388,3	404,5
Pays-Bas	68,5	77,2	92,5	97,1	91,9
Luxembourg	60,8	61,2	51,5	51,0	49,9
Royaume-Uni	42,2	39,2	46,8	44,2	47,4
Suisse	25,0	42,9	32,3	44,1	40,2
Japon	19,5	22,2	26,5	29,8	29,6
Brésil	18,9	19,8	19,2	18,9	18,2
Allemagne	12,8	12,2	15,0	16,4	17,1
Chine	13,7	15,6	13,8	15,3	16,4
Bermudes	4,3	2,7	17,7	13,7	13,9
Hong Kong	14,0	14,7	11,2	12,3	12,4
Australie	5,2	6,4	9,4	11,4	11,5
Tous les autres pays	69,0	78,9	77,7	66,3	70,9

^P provisoire

Source(s) : Tableau CANSIM [376-0051](#).

Données offertes dans CANSIM : tableaux [376-0051](#), [376-0052](#) et [376-0251](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [1537](#).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Marc Atkins au 613-790-7339 (marc.atkins@canada.ca), Division du commerce et des comptes internationaux.